

Barème de l'impôt sur le revenu : ce que prévoit le projet de loi de finances pour 2026



© 2026 Les Echos Publishing

Le projet de loi de finances pour 2026 revalorise notamment les tranches du barème de l'impôt sur le revenu de 0,9 %.

Où doit se dérouler une vérification de comptabilité ?



© 2026 Les Echos Publishing

Si une vérification de comptabilité doit, en principe, avoir lieu dans les locaux de l'entreprise contrôlée, elle peut

aussi être délocalisée, à l'initiative de l'entreprise ou de l'administration fiscale.

Opposition à contrôle fiscal : gare à l'attitude du dirigeant !



© 2026 Les Echos Publishing

L'attitude d'un dirigeant peut caractériser une opposition à contrôle fiscal justifiant l'application d'une majoration de 100 %.

Projet de loi de finances pour 2026 : que propose le nouveau statut du bailleur privé ?



© 2026 Les Echos Publishing

Afin de relancer le secteur de l'immobilier, les pouvoirs publics proposent, au sein du projet de loi de finances pour 2026, un dispositif permettant aux bailleurs de pratiquer un amortissement du prix d'acquisition du logement loué nu.

Pas de suppression anticipée pour la CVAE !



© 2026 Les Echos Publishing

Le projet de loi de finances pour 2026, dans sa version après recours à l'article 49.3 de la Constitution, ne prévoit plus d'avancer de 2 ans la suppression progressive de la CVAE, qui reste donc gelée pour 2026 et 2027.

Associations : quelles sont les incidences de l'absence de budget pour 2026 ?



© 2026 Les Echos Publishing

L'absence de loi de finances pour 2026 ne permet pas de revaloriser certains montants applicables aux associations en matière de fiscalité.

L'« espace particulier » sur impots.gouv.fr rebaptisé !



© 2026 Les Echos Publishing

L'espace sécurisé dont disposent en ligne les contribuables sur le site impots.gouv.fr a été récemment renommé « espace Finances publiques » et permet désormais de payer certaines factures de services publics (Ehpad, cantine scolaire, hôpital...).

Duflot, Pinel, Denormandie : les plafonds 2026 ont été publiés



© 2026 Les Echos Publishing

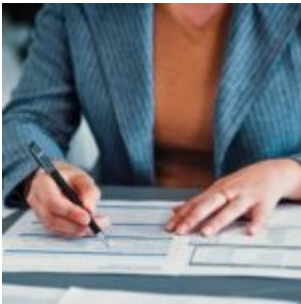
Les plafonds de loyers et de ressources du locataire pour les dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement immobilier locatif ont été réactualisés.

Pas de report en arrière des déficits en cas de changement d'activité



© 2026 Les Echos Publishing

L'option pour le report en arrière du déficit d'un exercice sur le bénéfice de l'exercice précédent n'est pas possible lorsque la société a, au cours de l'un de ces deux exercices, modifié son activité.



© 2026 Les Echos Publishing

Le transfert des dispositions relatives à la TVA, qui figurent actuellement dans le Code général des impôts (CGI), vers le Code des impositions sur les biens et services (CIBS) est prévu. Mais il sera sans incidence sur les factures jusqu'à fin 2027.